

Document G : l'histoire de l'Irlande

1. L'Irlande ancienne (IV^e siècle avant J.-C.-XI^e siècle)

1.1. L'Irlande gaélique

L'Irlande commence à se distinguer de la grande île voisine avec les invasions celtiques, qui débutent au IV^e siècle avant J.-C. Ce sont, en effet, deux rameaux différents du groupe celtique que l'on trouve de part et d'autre de la mer d'Irlande. Les Celtes d'Irlande, des Gaëls, refoulent et assimilent les autochtones et s'organisent en plus d'une centaine d'États minuscules (tuath), chacun d'eux ayant à sa tête un roi (rí ou rígh). Les chefs les plus importants font bientôt reconnaître leur autorité par les autres, mais jamais cette hiérarchie politique ne s'impose aussi rigoureusement que la hiérarchie sociale.

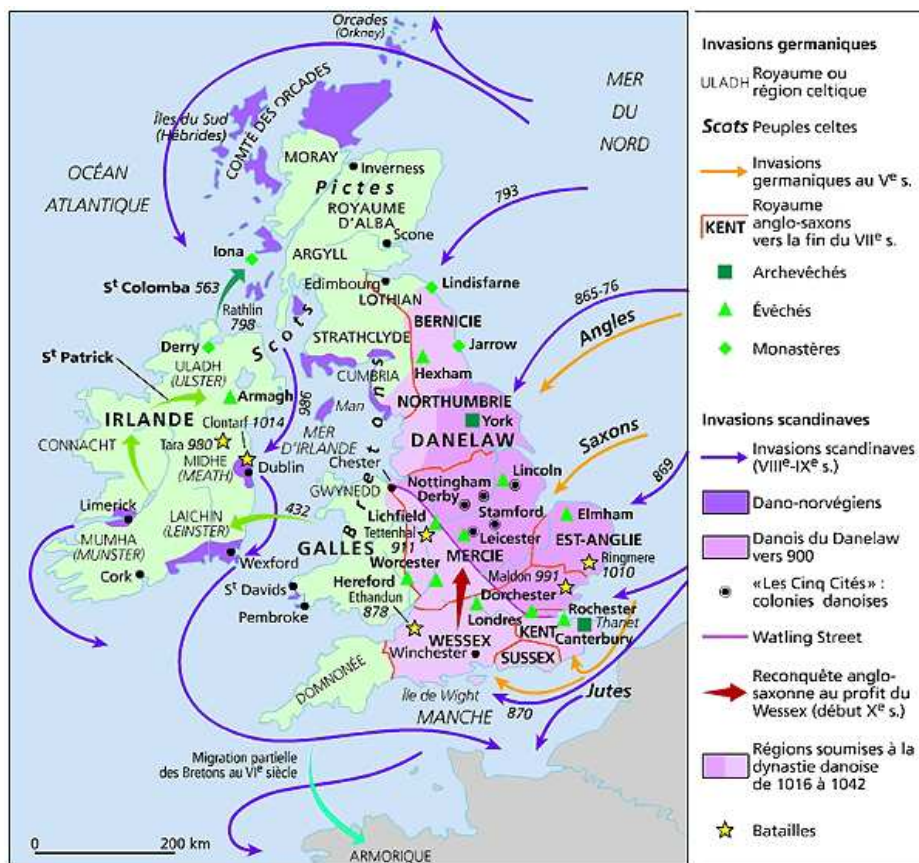
Le terme supérieur de cette hiérarchie est le haut roi (Áird Rígh ou Árd Rí), dont les pouvoirs sont en fait bien réduits. Au début de l'ère chrétienne apparaît l'Irlande des « cinq cinquièmes » (Ulster, Connacht, Munster, North Leinster ou Meath, South Leinster). La prééminence est disputée entre les rois d'Ulster, longtemps les plus puissants, et les rois de Connacht, qui prennent l'avantage à partir des exploits de Conn (II^e s. après J.-C.).

La puissance de la dynastie de Connacht parvient à son apogée avec Niall aux Neuf Otages (roi de 380 à 405) ; sa descendance (O'Neill) règne sur le Connacht, le Meath et la majeure partie de l'Ulster.

Au V^e siècle, les Irlandais sortent de leur île ; des aventuriers (les Scots) vont piller les côtes occidentales de la Grande-Bretagne, et y fondent même des colonies (Dalriada). Ce sont sans doute eux qui provoquent l'exode qui va receltiser l'Armorique et en faire la Bretagne.

1.2. L'Irlande chrétienne

Une de ces expéditions de piraterie est à l'origine de la vocation missionnaire de Patrick ; enlevé comme esclave vers 401, l'évêque brittonique revient en 432 évangéliser ce pays qu'il a aimé. Lorsqu'il meurt en 461, l'île, qui n'avait pas connu la conquête romaine et dont poètes et druides avaient préservé l'homogénéité culturelle, est presque totalement gagnée à la nouvelle foi. L'enrichissement de la civilisation celtique par les apports chrétiens permet un extraordinaire épanouissement culturel aux VI^e et VII^e siècles, l'âge d'or de l'histoire irlandaise. Des monastères surgissent partout, foyers de science autant que de piété, animés par des hommes de grande valeur comme Finnian, Ciaran ou Brendan. La brillante civilisation irlandaise rayonne alors sur toute l'Europe occidentale grâce à l'œuvre des



saints Colomba et Colomban, mais n'empêche pas l'anarchie politique de toujours menacer, malgré l'alternance régulière, depuis 483, de deux branches des O'Neill à la dignité d'Áird Rígh.

1.3. L'invasion viking

Les invasions germaniques et scandinaves dans les îles Britanniques Les Norvégiens, qui ont dévasté le monastère écossais d'Iona dès 795, lancent en 830 leur première offensive sérieuse contre l'Irlande. Pendant près de deux siècles, ils ravagent l'île et s'y taillent des royaumes, dont les deux plus importants sont ceux de Limerick et de Dublin. Leur domination est près de s'étendre à l'Irlande entière. Les victoires de Brian Boru (Clontarf, 1014) mettent fin à cette menace. Privée de son caractère envahissant, la colonisation scandinave se révèle alors enrichissante, car ces hardis marins sont aussi des commerçants et des fondateurs de villes. L'anarchie intérieure ne permet cependant pas au pays de bénéficier pleinement de cet apport.

1.4. La conquête anglo-normande

Elle offre, en revanche, une occasion favorable aux aventuriers normands qui vivent dans les marches du nouveau royaume d'Angleterre. Appelés par le roi de Leinster Dermot MacMurrough, plusieurs d'entre eux, conduits par Richard de Pembroke dit « Strongbow », tentent leur chance en 1169-1170. En 1171, Richard hérite du Leinster, tandis que ses compagnons se taillent d'amples domaines. Mais, la même année, Henri II d'Angleterre intervient à son tour, peu désireux de laisser ses turbulents barons échapper à son autorité. Armé d'une bulle pontificale, il fait reconnaître par le synode de Cashel (1172) son autorité pour réformer l'Église d'Irlande, dont l'indépendance pouvait, à bon droit, inquiéter Rome. En 1175, après une vigoureuse réaction irlandaise contre les excès des Normands menée par Rory O'Connor, le traité de Windsor consacre la suzeraineté d'Henri II sur toute l'île. Désormais, l'Irlande est une colonie anglaise, une colonie négligée, disputée entre l'aristocratie indigène et une féodalité étrangère.

2. L'Irlande anglaise (XII^e-XX^e siècles)

2.1. Reconquête Tudor et colonisation

Après les conquêtes des XII^e et XIII^e siècles, la force assimilatrice du milieu irlandais entraîne une rétraction, presque continue jusqu'au XVI^e siècle, du domaine anglais, le « Pale ».

La suzeraineté anglaise ne subsiste alors que grâce à des « suspects » – les seigneurs des marches, irlandais de mœurs, mais plus ou moins fidèles à la Couronne. Les rois d'Angleterre doivent réagir à plusieurs reprises. Après que les Butler d'Ormonde eurent pris, pendant la guerre des Deux-Roses, le parti des Lancastre, les Anglais finissent par confier l'île aux Fitzgerald de Kildare, qui en seront les véritables souverains jusqu'en 1534.

Les « plantations »

La Renaissance anglaise, sous les Tudor (à partir de 1485 : avènement d'Henri VII), s'est également traduite par des efforts sérieux pour réduire l'île à l'obéissance. La reconquête commence désormais à utiliser la « plantation », domaine destiné à être colonisé par de purs Anglais, les anciens colons étant devenus peu fiables à leur tour.

À cette nouvelle colonisation s'ajoute la colonisation écossaise dans le nord-est de l'Ulster, commencée de longue date, simple conséquence de la proximité des deux territoires. Mais les civilisations anglaise et irlandaise sont désormais trop étrangères, en même temps que les territoires trop voisins, pour que les problèmes ne s'aggravent pas.

La réforme religieuse d'Henri VIII (→ Acte de suprématie [1534]), développée pendant le court règne d'Édouard VI et interrompue un temps sous le règne de la catholique Marie I^{re} Tudor, envenime l'hostilité des deux camps. Stimulée par les missions jésuites, l'Irlande défend farouchement sa foi catholique contre une Angleterre de plus en plus protestante, et l'aristocratie catholique se tourne vers l'Espagne. Pour en savoir plus, voir l'article Henri VIII.

La « fuite des comtes » (14 septembre 1607)

C'est sous le règne d'Élisabeth I^{re} que va se jouer la partie essentielle : la répression des révoltes de Munster (1569-1573 et 1579-1583) et d'Ulster (1594-1603) soumet l'île, les immenses domaines de

Fitzgerald sont répartis entre les favoris de la reine, tandis que la « fuite des comtes » vers l'Espagne (fuite de Hugh O'Neill et Rory O'Donnell en 1607) symbolise la fin politique de l'Irlande gaélique. L'Irlande n'est plus désormais qu'une colonie où le conquérant va chercher à s'imposer sur le plan culturel, idéologique et économique.

2.2. La domination anglaise (xvii^e-xviii^e siècles)

Tous les éléments du drame irlandais sont déjà en place : antagonisme à la fois social, national et religieux. Aux efforts du tenancier irlandais catholique pour défendre son indépendance répondent les efforts du propriétaire anglais protestant pour empêcher l'Irlande, toute proche, de servir de base à tous les ennemis de la Couronne, Espagnols, puis Français. Des jacqueries éclatent parfois, dont une terrible, en 1641.

La répression brutale de Cromwell

Lorsque la dynastie Stuart se trouve à deux reprises rejetée du trône d'Angleterre, l'Irlande soutient les légitimistes contre les révolutionnaires protestants. Aussi la victoire des deux révolutions – celle de Cromwellen 1649-1652 (→ première révolution d'Angleterre), celle des orangistes en 1689-1690 (→ seconde révolution d'Angleterre) – est-elle accompagnée en Irlande de nouveaux ravages (massacre de Drogheda et de Wexford, 1649) et suivie de nouvelles vagues de « plantations ».

De l'acharnement de la lutte sortent en 1702-1705 les terribles



lois, par lesquelles, jusqu'à leur abolition en 1782, la masse irlandaise est pratiquement hors la loi ; les persécutions et la misère qu'elles engendrent rongent les forces vives de l'île. L'oppression est aussi économique : l'Irlande n'ayant qu'un statut colonial, elle ne doit pas concurrencer l'Angleterre et des mesures sont prises pour limiter les importations anglaises de bétail et de produits textiles d'Irlande. La situation devient telle que les protestants d'Irlande, colons anglais ou écossais, se cabrent et obtiennent une libéralisation du régime.

L'échec de la tentative de soulèvement des « Irlandais-Unis »

La fin du xviii^e siècle apporte à l'Irlande un peu de la prospérité dont jouit alors la Grande-Bretagne. De 1780 à 1845, la population augmente de 4 millions d'habitants (très forte natalité ; culture de la pomme de terre ; etc.). Mais la menace française reparaît ; la propagande révolutionnaire influence les « Irlandais-Unis » de Theobald Wolfe Tone. La révolte de 1798 met fin à l'essai d'une autonomie législative irlandaise, mise en place depuis 1782-1783. En 1800, le Premier ministre anglais William Pitt fait voter l'Acte d'union ; tout l'archipel constitue le Royaume-Uni : l'Irlande intègre politiquement le royaume britannique et les députés irlandais viennent siéger à Westminster.

2.3. La Grande Famine (1846-1848)

L'intégration ne met pas fin tout de suite au caractère semi-colonial de la vie irlandaise. Pendant la plus grande partie du XIX^e siècle, la masse des Irlandais continue de souffrir de conditions sociales et économiques peu changées, d'autant plus que l'Irlande, dépourvue de houille, fait de plus en plus figure d'annexe agricole d'une Grande-Bretagne qui s'industrialise rapidement. L'émancipation des catholiques obtenue en 1829 grâce à l'avocat et député irlandais Daniel O'Connell apporte quelque satisfaction. Mais l'Irlande est bientôt frappée par une effroyable catastrophe, la Grande Famine de 1846-1848, dont les effets sont encore prolongés par l'évolution économique et sociale.

L'émigration irlandaise devient une véritable hémorragie : de près de 8 millions et demi d'habitants à la veille de la famine, la population de l'île tombe brutalement, en cinq ans, à 6 millions et demi, puis diminue continûment jusqu'à se stabiliser au début du XX^e siècle, peu au-dessus de 4 millions.

La propriété de la terre irlandaise est passée aux mains d'une nouvelle aristocratie, plus étrangère aux intérêts locaux. Alors les labours sont abandonnés au profit des herbages, la culture du blé diminue des trois quarts entre 1857 et 1881. À cette dernière date, 45 % des 600 000 fermes couvrent moins de 10 ha chacune, vouant leurs occupants à une misère qui prépare leur départ, tandis que 750 propriétaires possèdent plus de la moitié de l'île.

L'ampleur du drame aide le gouvernement britannique à prendre conscience du problème irlandais, pendant que les Irlandais s'organisent. Avec les subsides d'Irlandais émigrés est créée aux États-Unis, en 1858, la Fraternité républicaine irlandaise dont les membres – les Fenians de l'irlandais *fianna*) – multiplient les attentats, surtout en 1866 et 1867. Après le départ de l'Église anglicane (1869), le chef du parti libéral britannique, le Premier ministre Gladstone, amorce timidement en 1870, puis résolument en 1881, une grande réforme agraire (Land Act) qui sera en majeure partie réalisée au début du XX^e siècle.

2.4. Vers l'indépendance

Mais, déjà, le problème social est dépassé par le problème national. La majorité des Irlandais (avec Charles Parnell) réclame l'autonomie (→ Home Rule) ; certains, organisés en sociétés secrètes, parmi lesquelles le Sinn Féin (« Nous-mêmes »), fondé en 1905 par Arthur Griffith, exigent même l'indépendance totale. Cependant, contre la masse catholique et gaële des nationalistes, la minorité protestante, fortement groupée dans le nord de l'île, en Ulster, s'oppose violemment aux réformes politiques et parvient à reculer le vote du Home Rule jusqu'en mai 1914, la guerre provoquant un nouveau retard de sa mise en œuvre. Dès lors, les Sinn Féiniers se donnent une organisation militaire : les Volontaires irlandais.

La révolte de Pâques 1916

Les nationalistes essaient de profiter du conflit mondial pour forcer la main au gouvernement ; la révolte de Pâques 1916 est écrasée et la plupart des chefs du mouvement nationaliste sont exécutés, tandis que E. MacNeill, Éamon De Valera et William Cosgrave voient leur peine de mort commuée en prison à vie. Ils sont amnistiés en 1917.

La montée du Sinn Féin et la naissance de l'IRA

Aussi les élections de 1918 sont-elles un triomphe pour le mouvement nationaliste Sinn Féin : sur 105 sièges à pourvoir, il en obtient 73 ; les unionistes (partisans du maintien au sein du Royaume-Uni) enlèvent les 23 sièges de l'Ulster (et 3 sièges dans le Sud). Refusant de siéger à Westminster, les élus du Sinn Féin constituent à Dublin le premier Dáil Éireann (le Parlement irlandais) qui désigne Éamon De Valera comme président de la République irlandaise. Les Volontaires irlandais se transforment en une armée républicaine irlandaise (→ Irish Republican Army [IRA]).

Le traité de Londres (6 décembre 1921)

Les Anglais tentent d'abord la répression. Ils organisent des corps spécialisés, les Blacks and Tans, aux assauts desquels les hommes de l'IRA répondent par le terrorisme (1920). Le Premier ministre Lloyd George comprend qu'il lui faut changer de politique : l'Irish Government Act (23 décembre 1920) sépare, par une frontière administrative l'Ulster de l'Irlande du Sud et accorde aux deux régions une large autonomie. Mais cette mesure ne satisfait pas les nationalistes, qui entendent obtenir une véritable indépendance. Constatant l'emprise croissante du Sinn Féin et de l'IRA, incapable de répondre à la vague de terrorisme, Lloyd George préfère ouvrir les négociations avec les Irlandais : un État libre d'Irlande est reconnu à Londres par le traité du 6 décembre 1921.

3. L'Irlande indépendante (depuis 1921)

3.1. L'État libre d'Irlande (1921-1937)

La guerre civile (1920-1922)

Membre du Commonwealth, l'État libre d'Irlande est amputé de l'Ulster. Considérant la ratification du traité de Londres par le Dáil Éireann en janvier 1922 comme une trahison, Éamon de Valera démissionne et prend la tête de l'opposition « républicaine », appuyé par une fraction importante du Sinn Féin et de l'IRA. Sitôt né, le jeune État est donc profondément divisé. D'un côté se situe le gouvernement provisoire, dirigé par Michael Collins et soutenu par Arthur Griffith (élu président en remplacement de De Valera) et par la hiérarchie catholique. Face à lui se dressent la plupart des anciens Sinn Féiners, inspirés par De Valera, qui refusent la partition de l'Irlande. Les partisans du traité triomphent pourtant en juin 1922, obtenant 58 sièges au nouveau Dáil, contre 38 aux républicains. Mais ces derniers ne sont guère disposés à sincliner ; bientôt l'IRA multiplie les attentats. Le 22 août, Michael Collins est assassiné près de Cork, peu de temps après la mort d'Arthur Griffith : une véritable guerre civile commence. Le Parlement n'en poursuit pas moins son action : après avoir élu William Cosgrave pour succéder à Griffith, il met au point la Constitution irlandaise qui entre en vigueur à partir du 6 décembre, et le gouvernement s'emploie à réprimer l'agitation républicaine. Cosgrave et Kevin O'Higgins, vice-président et ministre de la Justice, font appel aux cours martiales, voire aux exécutions sans jugements. En 1923, De Valera lui-même prône le retour au calme.

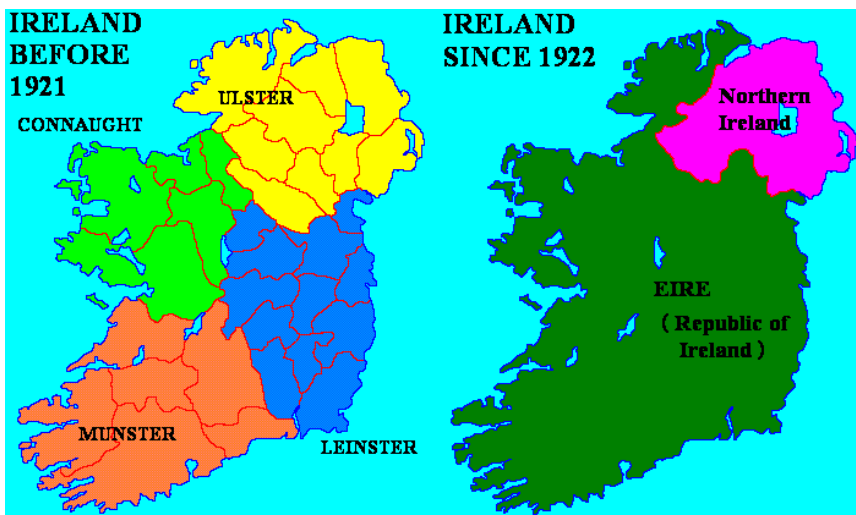
Le gouvernement Cosgrave (1922-1932)

Il adopte une politique conciliante avec Londres, ce qui permet à l'économie irlandaise de connaître une certaine prospérité dans le domaine agricole. Mais cette politique, d'ailleurs plus profitable aux grands propriétaires et à la bourgeoisie qu'aux petits paysans, est frappée de plein fouet par la crise de 1929. Aussi, les élections de 1932 voient-elles la victoire des républicains regroupés au sein du Fianna Fáil (fondé en 1926), et à Cosgrave succède De Valera.

De Valera au pouvoir (1932-1948)

De Valera supprime le serment d'allégeance que les députés du Dáil devaient prêter au roi d'Angleterre et met fin au remboursement des dettes irlandaises à la Grande-Bretagne. Une véritable guerre économique s'ensuit. En décembre 1937, une nouvelle Constitution, très catholique, est adoptée, sans que le nouvel État, appelé Éire, soit formellement désigné comme une république. Le gouverneur général est remplacé par un président, chef de l'État (Douglas Hyde), élu pour sept ans par tout l'électorat. Le pouvoir législatif appartient à un Parlement comprenant deux Chambres : un Sénat (Seanad), composé de personnalités représentant les diverses activités nationales, et une Chambre des députés (Dáil Éireann), élue au suffrage universel. La guerre économique avec la Grande-Bretagne prend fin en 1938, un accord étant intervenu pour le règlement du contentieux financier.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Irlande observe une neutralité bienveillante à l'égard des Alliés, ce qui lui est économiquement bénéfique. Pourtant, De Valera et son parti, le Fianna Fáil, sont battus aux élections de 1948 par une coalition dominée par le vieux parti de Cosgrave, le Fine Gael. Le leader de ce dernier, John Costello, devient Premier ministre.



3.2. Les débuts de la République d'Irlande

Le gouvernement modifie la Constitution : en décembre 1948, l'Éire devient la République d'Irlande et cesse de faire partie du Commonwealth. Londres s'incline en votant l'Ireland Act mais s'engage à ne pas modifier le statut de la province du Nord (Ulster) sans le consentement de son Parlement, le Stormont. La contrepartie de l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne est de repousser la perspective de

réunification de l'île. Mais les préoccupations principales des Irlandais concernent désormais beaucoup moins la question de l'Ulster que les problèmes de la vie quotidienne. Une époque s'achève. Pourtant, Éamon De Valera – symbole de l'ancienne génération – revient au pouvoir (de 1951 à 1954, puis à nouveau à partir de 1957), mais c'est pour réprimer les activistes républicains de l'IRA.

En 1959, son second, Sean Lemass, qui le remplace à la tête du gouvernement (1959-1966), donne la priorité au développement économique. Élu en 1959 à la présidence de la République, puis réélu en 1966, De Valera se consacre désormais à cette charge, essentiellement honorifique.

3.3. La croissance économique, une priorité

À partir de 1959, l'Irlande ouvre ses frontières, attire les capitaux étrangers et s'industrialise rapidement.

L'intégration européenne (1972)

Le taux de croissance de la République double ainsi dans les années 1960 et 1970, passant d'une moyenne annuelle de moins de 2 % à près de 5 %. L'Irlande signe un traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne (1965), puis rejoint avec elle la Communauté économique européenne (CEE) en 1972. Avec enthousiasme (le référendum sur l'entrée dans le Marché commun est approuvé par 81 % des électeurs en 1972) et avec l'espoir de réduire ainsi sa dépendance économique à l'égard du Royaume-Uni. À juste titre, puisque les échanges, jusqu'alors dominés à 75 % par le commerce entre les deux pays, se réorientent vers le continent et que des capitaux américains et européens relaient les importants investissements anglais.

Crise pétrolière et récession mondiale

La croissance est brutalement interrompue par la crise pétrolière et la récession mondiale de 1980. Chômage, inflation, et stagnation contraignent quelque 200 000 Irlandais à prendre le chemin de l'exil. Les gouvernements successifs préparent cependant les conditions de la reprise : effort d'éducation soutenu, maîtrise de l'inflation et, toujours, aides importantes à l'investissement étranger.

Retour à la prospérité

Dans les années 1990, l'Irlande engrange les fruits de sa rigueur et renoue avec la prospérité. Il est vrai aussi que le pays est un Européen convaincu : approbation à 70 % de l'Acte unique européen en 1987, à 69 % des accords de Maastricht en 1992, participation à la mise en place de l'union monétaire dont l'ultime étape a été la création de l'euro le 1^{er} janvier 1999). Grande bénéficiaire des subventions de Bruxelles en raison de son retard de développement, l'Irlande paraît désormais en mesure de se passer de celles-ci : longtemps très inférieur, son PIB par habitant dépasse celui de la moyenne communautaire.

3.4. L'entrée dans la modernité

Les années 1970-1980

Depuis le départ de Sean Lemass en 1966, le renouvellement de la classe politique, le remplacement de la génération des fondateurs, ainsi que les problèmes économiques ont entraîné une grande instabilité politique (13 gouvernements, marqués par l'alternance entre le Fianna Fáil et des coalitions hétéroclites qui rassemblent Fine Gael, plus conservateur, et travaillistes). Mais le programme économique et social des différents gouvernements reste empreint de rigueur, voire de rigorisme, au point que les unionistes protestants du Nord peuvent dénoncer l'influence de Rome et de son Église.

Au terme d'une campagne passionnée, l'interdiction de l'avortement devient constitutionnelle (référendum de 1983 approuvé par 67 % de l'électorat). En 1986, un amendement destiné à légaliser sous condition le divorce est rejeté par 63 % des votants. Pourtant, la toute-puissance de l'Église est en recul. Dans un pays où prévalait l'unanimité, le nombre des abstentions et des opposants à ces deux référendums atteste un net fléchissement de son influence. De plus, en 1985, contre ses vives recommandations, le Dáil vote (de justesse) une loi libéralisant la vente de contraceptifs.



Les années 1990

En 1990, l'élection surprise à la présidence de la République de la travailliste Mary Robinson, favorable à la légalisation du divorce, témoigne de changements profonds dans la société irlandaise. En 1992, un référendum posant trois questions sur l'avortement donne des résultats contrastés : 65 % des électeurs refusent l'avortement lorsque la vie de la mère est en danger, mais 60 % sont favorables à la diffusion d'information et 62 % acceptent que la femme se rende à l'étranger pour avorter. L'homosexualité entre adultes consentants est dépénalisée en 1993.

La poussée de la gauche aux élections législatives de novembre 1992 force Albert Reynolds, Premier ministre en poste, à définir un accord de gouvernement avec les travaillistes. Placés en situation d'arbitre, ceux-ci font tomber le Taoiseach (Premier ministre) en novembre 1992 et s'associent alors au centriste John Bruton du Fine Gael pour former une nouvelle coalition et participer à la conduite des affaires. En 1995, à une très courte majorité (50,3 % des suffrages exprimés), un référendum légalise le divorce des personnes séparées depuis au moins 4 ans. Escomptant empocher les fruits du redressement économique mené depuis le début de la décennie, le Premier ministre décide de provoquer des élections anticipées que, comme tout sortant depuis 1973, il perd en juin 1997.

3.5. Sous les mandats de Bertie Ahern

Premier mandat (1997-2002)

Bertie Ahern, leader du Fianna Fáil, prend alors les rênes du gouvernement. En 1997, le remplacement de Mary Robinson à la tête de l'État par la candidate du Fianna Fáil Mary McAleese, originaire du Nord et fervente catholique, semble indiquer un retour aux valeurs traditionnelles. Le référendum de mars 2002 montre que les Irlandais, malgré une forte abstention (57,1 %) et par une très courte majorité (50,4 %) refusent le projet de durcissement de la loi sur l'avortement proposé par le Premier ministre, le Fianna Fáil et une Église dont certains représentants sont déconsidérés à la suite d'une série de scandales. Forte de ses très bons résultats économiques, et pour la première fois en près de trente ans, l'équipe au pouvoir est reconduite en mai suivant lors des élections que provoque Bertie Ahern : son parti frise la majorité absolue au Parlement avec 43 % des voix.

Mais ce nouveau mandat s'ouvre sur un fort ralentissement de l'expansion et un mécontentement croissant au sein de la population. Longtemps grande bénéficiaire de la manne de Bruxelles, l'Irlande, désormais globalement prospère et développée, s'apprête à devoir faire sans les fonds communautaires.

Les questions sociales et économiques au premier plan

Sa propension européenne s'émousse : lors du référendum de juin 2001, 35 % d'électeurs seulement se rendent aux urnes, dont 54 % rejettent le traité de Nice. Un an et demi plus tard, en octobre 2002, ils reviennent sur leur décision pour approuver, à 63 % (48,5 % de participation), ce même traité, et permettre à l'Union européenne de poursuivre son élargissement. L'opinion publique reproche au Taoiseach de négliger la question des services publics et de l'augmentation des inégalités : en 2004, le taux de pauvreté (15,3 %) irlandais est le plus élevé des pays développés après celui des États-Unis (15,8 %), alors même que l'île a rejoint le groupe de tête des nations qui affichent le plus haut PIB par habitant au monde. Aussi une partie des excédents budgétaires est-elle désormais affectée à l'amélioration des prestations, en particulier à la hausse des allocations sociales et du salaire minimum, ainsi qu'à la formation. Mais les effets tangibles de cette politique tardent à se manifester et les projets de décentralisation (10 000 emplois concernés), destinés à enrayer l'hypertrophie dublinoise, se heurtent à une certaine opposition.

La croissance se poursuit cependant sans faiblir, à un rythme de 6 % par an, dopée par l'informatique et la pharmacie, mais aussi le bâtiment, la construction et la spéculation immobilière. Le gouvernement cherche en outre à promouvoir les nouvelles technologies, afin d'adapter la spécialisation productive de l'île aux nouvelles réalités de la mondialisation et de renforcer son attractivité pour les investisseurs internationaux.

Enjeux européens

Chargée, pour le premier semestre 2004, de la présidence tournante de l'Union européenne, la République irlandaise l'élargit aux dix nouveaux membres venus de l'Est, qu'elle accueille officiellement le 1^{er} mai, et parvient à faire aboutir les difficiles négociations portant sur le traité constitutionnel communautaire. Pourtant, aux élections européennes du 11 juin 2004, le Fianna Fáil recule de près de 10 points par rapport à 1999, et perd près d'un quart des sièges aux élections locales, qui se tiennent en même temps. Il paie le prix politique de l'usure du pouvoir et des scandales qui se sont accumulés au cours des deux dernières années. Le Fine Gael, quant à lui, dopé par ses résultats, envisage de reprendre la tête d'une coalition arc-en-ciel composée des travaillistes et des Verts, et de diriger à nouveau le pays. Quant au Sinn Féin, venu

de la province du Nord, il confirme et étend son implantation (10 % des suffrages). Le pouvoir en place n'apparaît cependant pas menacé : Bertie Ahern se contente de procéder à un simple remaniement de son gouvernement en septembre 2004 et deux mois plus tard, Mary McAleese, seule candidate, est réélue à la présidence de la République.

Une société ébranlée

Associé à la consultation électorale, un référendum portant sur un amendement constitutionnel durcissant les conditions d'accès à la citoyenneté des enfants d'immigrants est adopté par 79 % des votants. De pays traditionnel d'émigration l'Irlande est devenue terre d'immigration : de 1996 à 2002, la République a enregistré un solde migratoire positif de 650 000 personnes (dont un peu plus de la moitié sont des ressortissants irlandais établis à l'étranger). Elle compte à présent plus de 4 millions d'habitants – situation nouvelle, qui est source de tensions, d'autant que Dublin apparaît de plus en plus engorgée.

Toutefois, ce qui ébranle en premier lieu la société au milieu des années 2000, c'est la série de révélations d'abus sexuels et de scandales pédophiles longtemps étouffés qui affectent une institution centrale dans la vie des Irlandais, et notamment dans leur éducation : l'Église. Le rôle de cette dernière dans les écoles (dont elle dirige le plus grand nombre d'établissements) est relancé.

3.6. Réalisme politique et modération à propos de l'Irlande du Nord

Depuis la rencontre de Sean Lemass avec son homologue d'Irlande du Nord, Terence O'Neill, en 1965, le réalisme politique prévaut à propos de la question de l'Ulster, même si les événements tragiques intervenus dans cette province ont ponctuellement ravivé passions et tensions (Bloody Sunday de Londonderry en 1972, enterrement de l'accord de Sunningdale de 1973, etc.).

Des accords de Hillsborough Castle (1985) à l'accord du Vendredi saint (1998)

Les années 1980 et 1990 sont marquées par les efforts du gouvernement irlandais pour trouver un début de solution politique et ébaucher des compromis. Engagé par le Premier ministre Garret Michael Fitzgerald, le Forum pour un conclure, en 1985, l'accord de Hillsborough Castle, qui confère au Sud un droit de regard sur l'Ulster. Bien que refusé par les unionistes protestants, ce Forum ouvre des perspectives de solution négociée que ne manquent pas d'explorer résolument, à partir de 1993, les Premiers ministres Albert Reynolds, John Bruton et Bertie Ahern, avec leurs homologues britanniques John Major puis Tony Blair (Forum pour la paix en 1993, Déclaration de Downing Street en décembre 1995, négociations de 1997-1998). Les efforts de Bertie Ahern aboutissent à l'accord du Vendredi saint (ou accord de Belfast), signés le 10 avril 1998.

La difficile mise en œuvre des accords de paix

À la suite de l'attentat meurtrier d'Omagh en Irlande du Nord (août 1998), les réactions des gouvernements britannique et irlandais ne se font pas attendre : les députés des deux pays adoptent une législation antiterroriste destinée à combattre les groupuscules extrémistes, ce qui montre bien leur détermination à voir aboutir le processus de paix.

Les mécanismes de concertation entre le nord et le sud de l'île, prévus par l'accord du Vendredi Saint, se mettent en place – non sans créer parfois des sources de tension. Aussi le Premier ministre multiplie-t-il les gestes de médiation et coopère-t-il régulièrement avec son homologue britannique pour tenter de trouver des solutions aux crises politiques qui opposent partis unionistes et Sinn Féin républicain au sein du Parlement de Belfast et secouent régulièrement les nouvelles institutions nord-irlandaises.

Le Sinn Féin et l'IRA, points d'achoppement du processus de paix

Depuis la suspension du gouvernement provincial d'Ulster en octobre 2002 et les élections au Stormont (Parlement de l'Ulster) de novembre 2003, Bertie Ahern ne ménage pas ses efforts pour amener les deux principales parties qui sont désormais le Democratic Unionist Party (DUP) et le Sinn Féin à coopérer. Sans grand succès tout d'abord, sauf à considérer que cette politique des petits pas conduit tout de même ces dernières à négocier – indirectement. En outre, les élections générales de mai 2002 ont vu une poussée du Sinn Féin dans la république d'Irlande. Avec 5 sièges, contre un seul auparavant, ce parti – branche politique de l'IRA nord-irlandaise – augmente très fortement sa représentation au Dáil. Un succès confirmé en juin 2004, lors des élections locales et européennes (10 % des voix). Cette formation, qui prône la réunification de l'île, entend bien devenir une force politique incontournable au nord comme au sud. Toutefois, il ne saurait être question que l'IRA, qui prend désormais des allures d'organisation

mafieuse, réalise dans la République des opérations de blanchiment d'argent. Des perquisitions financières, visant à démanteler les réseaux installés, sont donc menées en février 2005.

L'accord de Saint-Andrews (13 octobre 2006)

En revanche, en contrepartie du désarmement de l'IRA, proclamé à la fin de juillet et entériné par une commission internationale deux mois plus tard, le gouvernement s'est engagé à introduire des réformes pour permettre à plusieurs élus au Stormont de devenir en même temps membres du Sénat irlandais. Et toujours de concert avec Londres, il œuvre continûment pour la relance du processus de paix. En mars 2006, le Taoiseach et son homologue britannique annoncent à cette fin l'élaboration d'une feuille de route pour l'été.

En octobre, les négociations qui s'ouvrent à Saint-Andrews, en Écosse, entre les différents partis sous la houlette du Premier ministre irlandais et de son homologue britannique laissent entrevoir la possibilité d'une réactivation des institutions provinciales semi-autonomes dissoutes depuis octobre 2002 et le partage prochain du pouvoir entre les deux principales formations politiques et confessionnelles d'Ulster, le parti unioniste démocrate (DUP) et le Sinn Féin.

Une assemblée nord-irlandaise transitoire est appelée à fonctionner de la fin novembre 2006 à la fin janvier 2007, après quoi des élections en vue de former un gouvernement provincial doivent avoir lieu. La tentative d'attentat menée par un ancien paramilitaire unioniste, ajoutée aux atermoiements de Ian Paisley – leader du DUP, qui exige davantage de garanties de la part des républicains –, conduit à interrompre la réunion parlementaire du Stormont à Belfast le 24 novembre. Il n'empêche : lors d'un congrès extraordinaire de ses militants à Dublin le 28 janvier 2007, le Sinn Féin reconnaît publiquement la légitimité de la police nord-irlandaise, faisant ainsi sauter l'un des derniers points d'achoppement entre les deux parties. Le 26 mars, celles-ci acceptent un partage réel du pouvoir – effectif à partir du 8 mai – et dès lors durable.

3.7. Le temps des troubles : la fin du « miracle irlandais » (depuis 2007) ?

La chute de Bertie Ahern

Les élections législatives du 24 mai 2007 confirment le leadership de Bertie Ahern et saluent son bilan économique comme son action dans le règlement de la question nord-irlandaise. Obtenant 41,6 % des suffrages et 78 sièges au Parlement (3 de moins qu'en 2002), le Fianna Fáil devance le Fine Gael qui enregistre pourtant un net progrès, avec près de 32 % des voix et 51 élus. Surtout, l'alliance partisane que ce dernier a formée talonne désormais celle centrée autour de la formation du Premier ministre : le Labour arrive en effet en troisième position, avec 20 députés. Les Verts en comptent 6 et le Sinn Féin 4, soit un de moins qu'en 2002. Les Démocrates progressistes, modérés, membres de la coalition sortante, sont laminés : leurs effectifs au Dáil passent de 8 à 2. Aussi le Premier ministre sortant, reconduit, doit-il élargir ses soutiens aux Verts, qui entrent pour la première fois au gouvernement.

Mais, impliqué dans des affaires de corruption datant du début des années 1990, il voit peu à peu sa réputation se ternir et son crédit s'éroder. Lâché par les siens, il est contraint à la démission en avril 2008 et passe la main à son vice-Premier ministre, Brian Cowen.

Crise eurosceptique et récession

Brian Cowen hérite d'un contexte particulièrement difficile : la conjoncture, plombée par l'éclatement de la bulle immobilière et ses retombées financières désastreuses, se retourne dramatiquement. Par ailleurs, se développe un euroscepticisme alimenté par la campagne du groupe de pression ad hoc Libertas de l'homme d'affaires Declan Ganley, sur fond de défiance des électeurs et de réflexe anti-élites.

Le 12 juin 2008, par référendum, à 53,4 % (pour une participation de 53 %), l'Irlande repousse le traité de Lisbonne qu'elle rend de facto caduc. Toutefois, en contrepartie de concessions arrachées à ses partenaires au sommet de Bruxelles de décembre (assurance de la présence d'un commissaire, maintien de la neutralité et du régime fiscal avantageux de l'île, protection de l'interdiction de l'avortement), Brian Cowen s'engage pour la tenue d'une nouvelle consultation sur le traité d'ici à la fin de 2009.

Il est vrai qu'entre-temps, avec l'aggravation de la récession dans laquelle le pays est plongé, les Irlandais donnent l'impression de se réconcilier avec une Europe désormais à nouveau davantage perçue comme protectrice. L'économie insulaire, déjà mal en point, subit en effet de plein fouet la tempête financière internationale de septembre 2008 et le retournement brutal de la conjoncture mondiale qui la suit. Le recul de l'activité s'accroît (- 3,6 % pour le PIB en 2008, - 7,6 % pour 2009 et encore - 1 % en 2010) et le chômage monte en flèche (8 % de la population active à la fin de 2008, près de 13 % en décembre 2009, et plus de 14 % en 2010).

L'Irlande à l'épreuve de la crise financière

En enregistrant plus de départs que d'arrivées, le pays redevient dès 2009 une terre d'émigration : avec le repli durable et profond de l'activité (- 15 % en l'espace de 3 ans), le retournement démographique des années 1990 et 2000 paraît prendre fin. Par ailleurs, l'explosion du déficit public (plus de 112 % du PIB réévalué à 32,4 % en 2010) et l'envol de la dette (de 25 % du PIB à près de 100 % en 3 ans) conduisent le gouvernement Cowen à accentuer sensiblement en avril une politique de rigueur budgétaire déjà amorcée au début de l'année qui passe de plus en plus mal auprès de la population, d'autant que celle-ci reproche au gouvernement de n'avoir pas anticipé la crise voire d'avoir favorisé le boom spéculatif immobilier et financier qui l'a provoquée ou du moins aggravée.

Dans ce contexte, les élections au Parlement européen du 5 juin – boudées ostensiblement (43 % de participation) – consacrent l'impopularité du Premier ministre et de sa formation. Le Fianna Fáil subit un sévère recul : avec 24,1 % des voix, et 3 députés seulement (au lieu de 4), il est à nouveau devancé par le Fine Gael (29,1 % des suffrages, 4 représentants, contre 5 sortants), tandis que les travaillistes font un score de 13,9 % et progressent de 2 sièges (en en obtenant au total 3). Le Sinn Féin arrive en quatrième position (11,2 %) mais perd son unique élu.

La réaffirmation sous forme de protocole des concessions accordées par le Conseil européen à l'Irlande amène le Taoiseach à fixer la tenue d'un nouveau référendum sur le traité de Lisbonne au 2 octobre. L'approbation massive de ce dernier (67,13 % des voix, contre 32,87 %) dans le cadre d'une participation en hausse de 6 points (59 %) semble devoir remettre en selle un Brian Cowen jusque-là malmené dans les sondages et contesté à propos de ses arbitrages et de son leadership politiques.

Le chef du gouvernement peut en outre compter sur une légère amélioration de la conjoncture en fin d'année, tandis que les structures de défaillance (bad bank) et de recapitalisation bancaire, créées à l'été et développées courant 2010, paraissent faire leur effet et stabiliser la situation des institutions financières du pays. Cependant, l'Irlande – comme la Grèce ou le Portugal – reste dans la ligne de mire des marchés. La dégradation régulière de la note du crédit de l'île et la montée des taux d'intérêts que les investisseurs internationaux exigent d'elle contraignent l'UE, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI) à venir en urgence à son chevet en novembre (prêt de 85 milliards d'euros), moyennant un nouveau plan de rigueur, avec à la clé une nouvelle suppression de milliers de postes de fonctionnaires, la réduction du salaire horaire minimum, une diminution supplémentaire des dépenses sociales et une énième hausse des impôts via notamment le relèvement progressif de la TVA (à 22 puis 23 % d'ici 2014).

Au plus bas dans les sondages, Brian Cowen fait savoir son intention de démissionner et de provoquer de nouvelles élections générales, une fois ce plan adopté au Dáil. Ce qui est fait, fin janvier 2011, après d'ultimes tractations entre formations, des démissions en séries de membres du gouvernement, et le retrait de sa tête, du parti, et de la vie politique du Taoiseach. Les élections avancées au 25 février sanctionnent lourdement le Fianna Fáil, dont le nombre de sièges est divisé par près de 4, à 20 (et qui obtient 17 % des voix, soit le pire score de son histoire). À l'inverse, le Fine Gael, emmené par Enda Kenny, est proche d'atteindre (avec 36 % des suffrages et 76 députés) la majorité absolue à lui seul, fait rare dans l'histoire politique de l'île. Les Verts paient quant à eux leur participation au gouvernement sortant en disparaissant complètement de la représentation nationale, cependant que les travaillistes, hostiles aux programmes d'austérité imposés à la population, se voient renforcés (avec 19 % des voix et 37 sièges, chiffre record). Le Sinn Féin, en la personne de Gerry Adams, confirme son implantation dans l'île (10 % des voix, et 14 sièges, soit 9 de plus que dans la précédente législature), tandis que la gauche radicale fait son entrée au Parlement. Une très large coalition entre Fine Gael et travaillistes (deux tiers des sièges parlementaires) est formée le 6 mars, sur la base de compromis réciproques : réduction de la fonction publique, rejet de l'impôt supplémentaire sur les revenus, renégociation auprès de Bruxelles des termes de l'aide de l'UE, mais respect des principaux engagements pris par le précédent gouvernement pour comprimer les déficits, à l'exception toutefois du salaire minimum.

Une société catholique en crise

En même temps qu'il affronte une crise économique historique, enregistre une reprise notable de l'émigration et s'indigne du discrédit d'une élite politique et économique qu'il juge corrompue et responsable de la quasi-faillite du pays, le peuple irlandais subit les soubresauts des révélations en cascade des abus sexuels commis par ses prêtres. Le rapport Ryan commandité par le ministère de la Justice confirme au printemps 2009 l'existence de semblables sévices dont des milliers d'enfants confiés à des institutions catholiques ont été victimes entre 1936 et la fin des années 1990. En novembre, à la suite de la publication du rapport Murphy sur la protection ecclésiastique dont les coupables ont bénéficié, la hiérarchie de l'Église est amenée à exprimer officiellement ses excuses et sa honte.

Puis c'est au tour de Benoît XVI, le 11 décembre, de faire publiquement contrition. S'ensuit au tournant de l'année et jusque dans le courant 2010 une série de démissions à la tête du clergé irlandais. Le 20 mars, dans toutes les paroisses, est lue une lettre du pape dans laquelle il admet la responsabilité de la hiérarchie et exprime sa compassion pour les victimes.

L'affaire, qui ébranle la population dans sa foi et ses convictions, prend un tour politique et économique quand, le 22 juin, le gouvernement se décide à demander à l'Église une rallonge de 200 millions d'euros pour les dédommagements individuels et fait savoir que les congrégations devront s'acquitter de la moitié de la facture, établie à 1,36 milliard d'euros.

Le gouvernement Kenny (depuis 2011)

Après l'adoption de mesures symboliques de réduction du train de vie et notamment des salaires des membres du gouvernement, E. Kenny se voit bientôt contraint de renflouer à nouveau massivement le secteur bancaire, et même d'en nationaliser les grandes institutions. Il parvient à négocier auprès de Bruxelles cette restructuration d'urgence, tout en pérennisant l'exception fiscale du pays (impôt sur les sociétés minimal, à 12,5 %), pourtant dans la ligne de mire des partenaires et bailleurs européens. Si l'activité, tirée par un rebond des exportations semble repartir, la fragilité et la mollesse de la croissance (+ 1 % en 2011, + 0,2 % en 2012, 0,3 % pour 2013) imposent la poursuite de la cure d'austérité, avec notamment la mise en œuvre de trois nouveaux plans successifs pour 2012, 2013 et 2014, et leurs cortèges de suppressions de postes de fonctionnaires, de réductions des aides sociales et de hausses fiscales directes et indirectes... Le déficit budgétaire reflue, respectivement à un plus plus de 9 %, de 8 % et de 7 % du PIB en 2011, 2012 et 2013, même si, à l'image de la dette (qui culmine au-delà de 120 % du PIB en 2013) et du chômage qui persiste à affecter près d'un septième de la population active (autour de 14-15 %), il reste à un niveau très élevé.

Les perspectives de sortie de crise n'en autorisent pas moins l'UE à ériger une Irlande érigée en bon élève du redressement des comptes publics autorisent l'UE à accepter au début de 2013 un rééchelonnement sur 40 ans (et non plus 7) de l'apurement de sa dette bancaire et à permettre à l'île de se dégager du carcan du plan de sauvetage international à la toute fin de l'année. De fait, les coupes budgétaires prévues pour ramener le déficit à 4,8 % du PIB en 2014 se font moins drastiques que les précédentes, tandis que le pays retrouve la confiance des investisseurs financiers et des industriels, comme en témoignent la baisse très sensible des taux d'emprunt et la création, à nouveau, par les grands groupes internationaux, de milliers d'emplois. 2014 renoue dès lors avec une croissance à la fois solide et vigoureuse (dépassant les 4 %), la plus élevée d'Europe, ce que saluent les agences de notation dont certaines relèvent d'ailleurs la note irlandaise. Avec un chômage en baisse à 11 % et un déficit passé nettement sous la barre des 4 %, le gouvernement peut quant à lui se féliciter du succès de sa politique d'austérité et même, pour la première fois depuis le début de la crise, adopter un budget (2015) en légère hausse.

Les réformes de société : succès et échecs

Bien que fatigué de devoir payer pour les grandes banques et ponctuellement tenté par la fronde fiscale, le peuple irlandais se résigne à solder les excès de la croissance passée et à apurer définitivement les bulles spéculatives héritées des décennies antérieures. Il ne paraît guère tenir rigueur au gouvernement en place de ses arbitrages mais fait bien plutôt porter la responsabilité de la potion amère qui lui est administrée au Fianna Fáil. Cette formation ne présente par conséquent aucun candidat à l'élection présidentielle (essentiellement symbolique) de la fin octobre 2011 ; mais l'indépendant qui lui est plus ou moins apparenté, le chef d'entreprise Sean Gallagher, pourtant longtemps donné gagnant, n'arrive que deuxième avec 28,5 % des suffrages, derrière le travailliste Michael Higgins (qui remporte près de 40 % des voix). En troisième position (avec un résultat de 13,7 %, devant les quelque 6,4 % réalisés par le porte-drapeau, très peu connu, du Fine Gael), le vice-Premier ministre d'Ulster Martin McGuinness confirme l'ancrage dans la république du Sinn Féin qu'il est venu représenter au-delà des frontières de sa province. Et le succès à la fin mai 2012 du référendum pour le « oui » au pacte budgétaire européen (obtenant un score de 60,3 %), auquel avaient appelé toutes les grandes forces politiques de l'île à l'exception de cette dernière, rejaille en premier lieu sur l'équipe Kenny, qui continue à engranger d'honorables taux d'approbation.

La visite historique que la reine d'Angleterre effectue dans l'île en mai 2011 – la première d'un monarque britannique en un siècle, c'est-à-dire aussi depuis l'indépendance du pays –, est à placer dans les manifestations symboliques du règlement de la question de l'Ulster, au même titre, a fortiori, que la « sincère compassion » qu'Élisabeth II exprime alors publiquement pour les victimes du conflit nord-irlandais. En avril 2014, c'est au tour du président, M. Higgins, accompagné du vice-Premier ministre du Nord, M. McGuinness, de se rendre, de manière tout aussi significative, en délégation officielle en Grande-Bretagne, puis d'échanger une poignée de main avec la souveraine dans son palais à Windsor.

Ces bonnes relations avec Londres contrastent alors singulièrement avec le refroidissement de celles qui prévalent entre Dublin et le Saint-Siège dès l'été 2011 : des rebondissements dans les affaires de pédophilie qu'aurait couvertes et étouffées la hiérarchie ecclésiastique conduisent le gouvernement Kenny, officiellement au motif des réductions budgétaires, à fermer son ambassade au Vatican en novembre 2011. De surcroît, et malgré d'intenses débats et la farouche opposition de l'Église, le Parlement se prononce massivement en juillet 2013, pour la première fois dans l'histoire du pays, en faveur de l'avortement – en cas de danger pour la vie des femmes. Et le gouvernement d'enfoncer un peu plus le coin en annonçant la tenue d'un référendum sur le mariage homosexuel pour 2015, tandis que dans le courant 2014 de nouvelles révélations sur les traitements indignes voire criminels que des établissements catholiques auraient fait subir aux filles-mères et à leurs enfants pendant une bonne partie du ^{xx}^e siècle ternissent un peu plus l'image de l'institution.

Suivi et même soutenu par le gros des Irlandais, le Premier ministre n'en essuie pas moins un véritable revers lors du référendum sur la réforme des institutions qu'il organise en octobre 2013. À 51,3 %, les quelque 39 % d'électeurs qui se sont rendus aux urnes rejettent sa proposition de suppression d'un Sénat peu populaire et au rôle limité. Mais il redore vite son blason lorsque la troïka lève officiellement son joug financier à la mi-décembre, ce dont il est crédité. Et si son parti perd des voix au scrutin européen de la fin mai 2014 (22,3 %), il conserve ses 4 représentants et fait jeu égal en terme de suffrages avec le Fianna Fáil, qui, lui, ne sauvegarde qu'un des 3 sièges qu'il détenait. Exutoire au vote anti-libéral faisant de Bruxelles le responsable de la rigueur, le Sinn Féin progresse spectaculairement : sa troisième position, à 19,5 %, lui permet d'envoyer 3 délégués au Parlement communautaire, cependant que les 3 autres eurodéputés irlandais sont élus pour le compte des indépendants. Obtenant chacun un score de 5 %, travaillistes et verts, eux, se voient privés de tout porte-parole à Strasbourg.

